

« Nouveau réseau de proximité »

Refusons le plan social pour la Haute-Garonne !

Toulouse, le 2 novembre 2020

Pour le gouvernement et la direction générale, l'occasion de la crise sanitaire est trop belle pour imposer le nouveau réseau de proximité (NRP). Ordre a donc été donné aux directions locales d'**avancer au pas de charge afin d'imposer le calendrier d'origine pour que le réseau soit brisé dès 2021 et rayé de la carte en 2023**. Dans ce contexte, la CGT a choisi de ne pas siéger au comité technique local, qui « conclut » la validation du NRP pour 2021. **Face au plan social décliné dans notre département (et pour l'ensemble de la DGFIP), nous appelons les personnels à manifester le jour de la reconvoction du CTL, leur refus du processus en cours, qui va détruire définitivement la DGFIP.**

- De 2021 à 2023 le réseau SPL est tout simplement « liquidé » avec la suppression de 16 trésoreries et l'industrialisation des missions dans les services de gestion comptable (SGC) et la création des conseils aux décideurs locaux. Coté fiscal, l'industrialisation et les fusions de tous les grands services (SIP, SIE, SPF et CDIF) sont aussi la cible visée, sans compter toutes les réformes qui touchent le contrôle fiscal.
- Le **processus de « démétropolisation/délocalisation »** cible lourdement notre direction, avec le transfert de services et la suppression des effectifs correspondants : suppression du centre de gestion des retraites, suppression du CPS, transferts massifs d'emplois en SPF, SIE ou contrôle des particuliers. Sans même parler des suppressions d'emplois que nous subissons chaque année (2 163 prévues au sein du ministère des Finances pour 2021, 5 000 programmées à la DGFIP sur la période 2020-2022), il s'agit de 130 emplois en moins !
- La DG multiplie les groupes de travail nationaux qui tracent des objectifs destructeurs : poursuite de la restriction de l'accueil des usagers, industrialisation du recouvrement dans un poste comptable unique, accélération de l'utilisation du numérique et de l'intelligence artificielle ...
- Dans le même temps, le ministère et la DG poursuivent leur **destruction des règles collectives de gestion** et font tout pour museler le rôle des représentants des personnels et des organisations syndicales : suppression de la plupart des CAP, suppression à venir du CHSCT et du CT, recrutement de contractuels (et ce n'est qu'un début...), extension du télétravail dont le but n'est pas le bien-être des agents mais une dislocation des collectifs de travail et la diminution des surfaces de bureaux...
- Ce jeu de dominos infernal, dans un calendrier contraint, est clairement l'annonce d'un **désastre pour les personnels de la DGFIP et les usagers de nos services** :
 - **pour les premiers** : en sus des mutations forcées consécutives au plan social, augmentation des charges de travail, dans des conditions de plus en plus dégradées, travail industrialisé et mécanique sans intérêt, dans des espaces de plus en plus réduits, travail à distance qui va se généraliser, plans de qualification et augmentations de salaires inexistantes, aucun respect des doctrines d'emplois, affectation au profil et à la merci des directeurs locaux ...
 - **pour les seconds** : réduction des horaires d'ouverture, accueil exclusif sur rendez-vous, services injoignables par téléphone, dématérialisation imposée en dépit de l'illectronisme qui touche 25 % de la population, éloignement des services pour les collectivités, pseudo-accueils de proximité non pérennes, zéro cash avec privatisation du paiement chez les buralistes ...

Nous invitons les personnels sur tous les sites à se rassembler et interpeller (AG, motions, pétitions) le directeur sur sa boîte mail, le mercredi 4 novembre.

Ce jour de reconvoction du CTL, exprimons- lui un NON franc et massif , quant à sa volonté de mise en œuvre ce plan local de liquidation de nos métiers, de nos missions et du service public !

Nous vous proposerons une modalité d'action au cours de nos tournées de services des lundi 2 et mardi 3 novembre.